



La Commune



Il n'y a rien à négocier

Editorial

Sarkozy l'a dit et répété, suivi de Fillon : " *l'alignement des régimes spéciaux à 40 annuités de cotisations n'est pas négociable* ". Dans ces conditions, il n'y a donc rien à négocier ! C'est ce que les cheminots, les gaziers, les électriciens, les agents de la RATP ont signifié par la grève historique du 18 octobre dernier. 75 % de grévistes à la SNCF, encore plus massif qu'au plus fort de 1995 ; 70 % à EDF ; 58 % à la RATP : une fois de plus, les salariés ont indiqué leur détermination malgré les obstacles de toute sorte, en particulier de ceux qui, à gauche, emboîtent le langage de la droite pour niveler par le bas leurs conditions de travail. Soulignons aussi que cette mobilisation sans précédent s'est prolongée dans nombre de secteurs, les assemblées générales ayant décidé la poursuite de la grève, comme dans les dépôts de Sotteville-lès-Rouen, de Marseille, de Villeneuve-Saint-Georges ... Preuve supplémentaire, s'il le fallait, que les cheminots ne sont pas décidés à reculer.

Le dernier verrou

Au-delà de la solidarité élémentaire, en quoi la défense des régimes spéciaux intéresse-t-elle tous les salariés ? Tout simplement parce qu'ils constituent le dernier verrou avant une attaque plus générale contre le régime actuel de retraites de tous les salariés, déjà mis à mal depuis 1993. Rappelons en effet qu'en 1993, Balladur a fait passer le secteur privé de 37,5 annuités de cotisations à 40 et la base de calcul des retraites sur les 25 meilleures années au lieu des 10 meilleures. On attend encore la réaction des dirigeants syndicaux ... Ces mesures ont abouti à une perte brutale du pouvoir d'achat des retraités. En 1995, la mobilisation des cheminots et du secteur public permit à l'époque, d'empêcher la remise en cause des régimes spéciaux par Juppé ; mais en 2003, la réforme Fillon, toujours bien sûr au nom de l'équité et de la justice sociale, aboutit à aligner la Fonction publique à 40 annuités de cotisations. Si Sarkozy réussit contre les régimes spéciaux, en les alignant eux aussi à 40 annuités, il pourra passer à la dernière phase voulue par le MEDEF : faire passer la durée de cotisation de tous les salariés du pays, public-privé à 41 annuités en 2012, puis 42 en 2016 et 43 en 2020. En réalité, l'objectif final est d'éliminer toute référence à une durée de cotisations, pour faire comme aux USA ou dans la plupart du monde, faire travailler le salarié, l'ouvrier jusqu'à ses derniers instants, comme au XIXe siècle. Voilà pourquoi les régimes spéciaux sont un verrou qui ne doit pas sauter.

Sarko se rêve en Thatcher

Les assemblées générales de cheminots qui ont reconduit la grève du 18 ont eu raison : qui pouvait croire que Sarkozy reculerait en une seule journée ? Gagner par le " tous ensemble " ou perdre séparément, tel est l'enjeu du moment. " *La réforme des régimes spéciaux de retraite dans les contours actuels ne passera pas, ça me semble tout à fait clair ce soir* ", a déclaré Bernard Thibault en fin de journée du 18 octobre. Est-ce à dire qu'il est prêt à accepter d'autres contours ? Lesquels ? Sarkozy l'a pourtant affirmé : il faut aligner à 40 annuités. Qu'y aurait-il donc à négocier ? On ne négocie pas sa propre déchéance, les cheminots, les gaziers, les électriciens, ceux de la RATP l'ont clamé haut et fort le 18 octobre. Sarkozy ne sera pas Thatcher, pour peu que la division syndicale soit balayée, pour peu que la voix des assemblées générales soit respectée :

Tous ensemble dans l'unité!

Grève totale jusqu'au retrait de la réforme contre les régimes spéciaux!

Il n'y a rien d'autre à négocier !

Modifié le dimanche 21 octobre 2007

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
